

Voici ce qui se distribue dans les centres où le loyalisme devrait être accroché pour l'éternité. Et je crois réellement que ceci a été distribué. Et ce qui me confirme davantage que cet état d'esprit existe, ce sont les paroles de l'honorable ministre de la Milice, qu'il prononçait le 13 décembre 1917, lors d'une grande assemblée dans le comté qu'il a l'honneur de représenter aujourd'hui, Hamilton-Est. Il s'adressait ainsi à ses électeurs :

"Au nom de Dieu, qu'est-ce que le peuple peut bien voir dans le parti ouvrier pour les supporter. Ce parti nous a vendus, nous les soldats, pour un gain immédiat comme il l'a fait pour avoir de meilleurs salaires, pendant que les soldats au front s'élançaient, bayonnette à la main seulement pour rencontrer les hordes teutoniques. J'avertis explicitement l'échevin Halarow (c'est le candidat ouvrier d'East Hamilton) qu'il prend en ce moment une attitude grave. On lui demandera un jour de rendre compte de ses actions. Le seul support qu'il a derrière lui, sont des vauriens (yellow dogs) qui cherchent à éviter la conscription."

Eh bien, je ne sais pas si c'est réellement la Providence qui a protégé dans les circonstances notre honorable ami, le ministre de la Milice, représentant en chef de notre gracieux souverain, Georges V, ou si les vauriens ont eu peur de sa pièce littéraire, toujours est-il que nous avons l'honneur de l'avoir ici dans notre Parlement. Je me demande si ça n'est pas une occasion favorable de faire revenir le très honorable sir Robert Borden de son expédition à l'île des Princes, afin de travailler pour abattre le bolchévisme. Il me semble que, dans tous les cas, rien ne devrait être plus cher au premier ministre d'un pays, que de travailler d'abord pour son propre pays avant d'aller régler les autres.

Il reste donc un fait établi, c'est que le gouvernement a eu certainement raison de faire entrer cet item dans le discours du trône. Le bolchévisme a certainement des racines profondes et sérieuses en ce pays, pour la raison qu'il croît et vit en ce moment sur un territoire très dangereux: un terrain ultra-loyaliste. J'espère que le gouvernement, dans les circonstances, saura se tenir à la hauteur de sa position.

L'histoire nous rapporte que, chaque fois qu'une poignée d'hommes s'est arrogé le droit de tout faire, méconnaître les droits du peuple et ses lois, bâillonner ses représentants, la presse et l'opinion publique, sans consulter personne et sans raison, comme l'a fait et le fait encore le présent gou-

vernement,—et je ne sais pas pour quelle raison il continue toujours à poursuivre cette politique,—on ne doit pas être surpris que ce qui s'est fait ailleurs se répète ici, car il y a, au Canada comme ailleurs, une limite à l'endurance et lorsque le réveil populaire se fait, c'est parfois quelque chose d'horrible à voir.

Je ne crois pas que la théorie ou les vues de sir John Willison puissent être, dans les circonstances, un moyen efficace pour tenir tête ou plutôt réduire cette catégorie de citoyens, ou plutôt cette organisation méprisante qu'est le bolchévisme. Je dois dire que ce plan de sir John Willison était la création d'une police montée pour tout le Canada, dans le genre de la police montée des territoires du Nord-Ouest, avec son siège à Ottawa, ayant priorité sur les forces déjà établies, municipales, provinciales et fédérales, et ceci pour toutes les provinces, même celles qui n'en avaient pas besoin.

Je crois que le gouvernement pourrait trouver un moyen beaucoup plus sage de résoudre ce grave problème. Je crois sincèrement que si le gouvernement cessait d'administrer le Canada de manière autoritaire, par des arrêtés en conseil; s'il rappelait ces lois néfastes qui sont son œuvre; si le premier, il commençait à oublier, avant de le demander aux autres; s'il permettait de respirer l'air de la liberté à ceux qui ont traversé les mers pour défendre cette même liberté, je crois que le danger du bolchévisme ne serait pas à redouter au pays, et le malaise que l'on constate dans tout le Dominion disparaîtrait.

Un autre moyen pour solutionner toutes les questions, sans en oublier une seule, serait de faire des élections générales justes et honnêtes, et de remettre en honneur le fair-play britannique.

Nous pouvons dire présentement que nous avons subi une période de destruction d'une manière épouvantable, que nous subissons la période de reconstruction d'une manière coupable, et il ne reste au peuple qu'à faire subir au gouvernement la période de destitution d'une manière impitoyable.

L'hon. M. ROWELL propose le renvoi de la suite du débat.

(La séance est levée à onze heures moins dix minutes.)